

LES ÉVADÉS DE SANTIAGO

ANNE PROENZA ET TEO SAAVEDRA

LES ÉVADÉS DE SANTIAGO

Préface d'Olivier Duhamel

ÉDITIONS DU SEUIL

ISBN 978-2-02-082690-7

© Éditions du Seuil, mai 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editionsduseuil.fr

Extrait de la publication

Préface

Un jour, au tournant du siècle, mon ami Teo m'en a parlé. Juste une fois, juste un peu. Quelques mois plus tard, j'ai interrogé son copain Pancho. Guère bavard, il s'est contenté de répondre par quelques « oui », ou « c'est ça ». Il y avait bien eu une évasion. De la prison de Santiago, au Chili. Des résistants au dictateur Pinochet s'étaient fait la belle. Une « grande évasion »... Et pas n'importe laquelle.

Les souvenirs se sont entrechoqués dans ma tête. Ceux de 1963, lorsque le film est sorti, les mottes de terre, le tunnel, Steve McQueen et sa batte de base-ball... Ceux de 1973, du coup d'État le 11 septembre, les images du président Allende dans le palais de la Moneda en flammes, la photo de Pinochet avec ses lunettes noires...

Les mois ont passé. Teo est revenu sur le sujet. Il a raconté les politiques emprisonnés, torturés, qui, dans la prison publique de la capitale chilienne, se sont organisés et ont creusé, un an et demi ! Quarante-neuf ont pu prendre le tunnel... Et il m'a décrit le scandale de leur situation. Des héros politiques traités comme des criminels de droit commun, toujours poursuivis par la justice chilienne, interdits de séjour dans leur propre pays. En 1990, la dictature était tombée, la démocratie avait été rétablie,

mais pas pour eux. Il fallait le faire savoir. Anne, une journaliste amie de Teo, a voulu s'en charger.

Anne Proenza et Teo Saavedra. Deux parcours franco-latins parmi des milliers d'autres.

Teo, ou avoir vingt ans lors du coup d'État, déjà militant et plus, traverser la ville sous la noria des hélicoptères, être chargé d'attaquer l'école d'aviation de Santiago au bazooka, y renoncer lucidement à la dernière minute ; du coup entrer en clandestinité, pour résister, pour survivre ; être dénoncé, arrêté, torturé, réussir à se faire passer pour bien moins que ce que l'on est, tenir, chanter en prison, recevoir sans relâche les visites de sa mère, de lieu de détention en lieu de détention.

Un jour tout bascule du mauvais côté, un autre jour du bon côté. Teo figure dans un lot de relâchés et d'expulsés, en réponse aux pressions internationales. Il se retrouve entre les mains de la Croix-Rouge, avec une minute pour choisir son lieu de destination, la France ou l'Angleterre ?

Pas l'Angleterre, trop de brouillard, la France donc ; Paris, un amour et un nouveau prénom, Teo, parce que *te amo* donné par une amante ; plus tard travailler pour nourrir les siens, une petite entreprise de bâtiment, maçonnerie, peinture, plomberie, électricité, s'en lasser, créer un festival à Vence, pour que la ville fasse la fête, *Les Nuits du Sud*, s'y donner pleinement, garder les liens avec la grande famille des Chiliens, en tisser d'autres, les entremêler...

Anne, la journaliste, a voyagé, bossé ici et là, et s'est posée en Colombie, pour *Le Monde* et RFI en 1993. Juste avant de traverser l'Atlantique, elle a rencontré Carlos, un architecte colombien de passage en France. Ils ne se quitteront plus.

1998, retour de Bogotá. À Paris, elle discute avec Teo de l'arrestation de Pinochet à Londres. Les récits de nombreux réfugiés

la bouleversent. Elle écrit une page « Horizons » pour *Le Monde*, sur la torture. Teo lui présente Pancho, et ses deux potes, Germán et Lautaro – trois des évadés. En 2005, ils reviennent à la charge. Le Chili n'intéresse plus guère, mais ils voudraient faire connaître leur histoire. Ce sera un article dans *Libération*.

À sa lecture, j'ai voulu la voir. Nous avons déjeuné dans un troquet de la rue de Tolbiac, près de la Très Grande Bibliothèque. Et décidé de ne pas lâcher cette aventure.

L'histoire commence après un rêve brisé. En 1970, Santiago s'est rapprochée de Paris, et la gauche française de la chilienne, avec l'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili. L'une, comme l'autre, reposait sur une union des différentes familles de la gauche, socialiste, communiste, chrétienne, radicale. L'une, comme l'autre, voulait changer profondément la société mais en respectant la démocratie et le pluralisme. L'une, comme l'autre, se distinguait autant des partisans de la révolution par les armes que des tenants d'un réformisme prudent. L'Unité populaire, qui gouvernait le Chili, fut donc accueillie avec autant d'espérances que d'inquiétudes. Enfin la gauche au pouvoir changerait vraiment les choses. Avancer vers l'égalité sans sacrifier la liberté, ce rêve a traversé les frontières. J'y ai consacré mon premier travail universitaire, devenu livre ¹. Pour beaucoup, le Chili d'Allende ranimait l'espérance. Mais ses adversaires, à Santiago et à Washington, le laisseraient-ils faire ? Régis Debray, à peine libéré de sa prison bolivienne à Camiri, interrogeait Allende, et publiait l'entretien aux éditions Maspero ; Pierre Kalfon rendait compte des événements

1. *Chili ou la Tentative, révolution/légalité*, Gallimard, 1974.

dans de vibrants articles du *Monde*. François Mitterrand, à peine devenu le nouveau chef du PS, faisait le voyage de l'autre côté de la Cordillère. L'aventure ne dura pas trois ans, le coup d'État de l'armée chilienne, activement soutenu par Nixon et Kissinger, y mit un terme.

Les fils noués entre Français et Chiliens ne se brisèrent pas, bien au contraire. Le Chili devenait comme notre second pays. Comités, manifestations, meetings se multiplièrent contre la dictature. Une nouvelle trame prit forme, plus concrète, humaine, personnelle. Des centaines de réfugiés furent accueillis dès les lendemains du 11 septembre 1973 à l'ambassade de France, tenue par François de Menthon, un vieux diplomate démocrate-chrétien, grand résistant, qui avait représenté la France au procès de Nuremberg. Des milliers d'exilés ou d'expulsés prirent un aller Santiago-Paris sans retour. Ils bâtirent de nouvelles vies. Entre eux, avec nous. Teo est devenu mon ami.

L'immense majorité des Chiliens ne pouvait cependant partir. Certains s'en réjouissaient, le régime militaire leur convenait. D'autres le subissaient, en attendant des jours meilleurs. Et d'autres encore ont résisté, de multiples manières.

L'une d'entre elles vous est ici contée. À dire vrai, plusieurs d'entre elles, comme vous le lirez dans le récit croisé des prisonniers et du juge chargé de l'enquête sur l'évasion. Beaucoup les sépare, quelque chose les réunit.

Ne pas lâcher cette histoire. En faire un film, ou écrire un livre, ou les deux. Anne et Teo ont commencé leur enquête. Puis ils ont écrit. Et voici l'ouvrage.

Ce livre est un récit, puisque tout part des témoignages donnés par les protagonistes. Il raconte la résistance, la prison, les espérances, les doutes, les désillusions. Récit d'une aventure collective

et d'entre-chocs individuels. Extraordinaire histoire d'un groupe d'hommes et de femmes qui, avec leur intelligence et leur savoir-faire, vont tenter une évasion *a priori* impossible.

Pour raconter sans lasser (et faire vivre...), ses auteurs ont imaginé les pensées des principaux personnages et inventé les mots qu'ils ont échangés. Anne écrit en français, Teo en espagnol ; petit à petit, les écritures d'Anne et de Teo se sont enchevêtrées.

Ce livre est politique, puisqu'il raconte le parcours d'une génération de jeunes militants qui décidèrent de lutter contre une dictature militaire féroce les armes à la main. Des militants communistes, ce qui, en Amérique latine, n'avait pas du tout le même sens que jadis en Union soviétique. Des militants pour l'égalité qui deviendront des combattants pour la liberté.

Ce livre est un message. Une transmission, entre le monde d'avant et celui d'après. Celui d'aujourd'hui, où, partout, l'engagement s'évanouit. Où un milliardaire ayant fait fortune grâce à la dictature, et soutenu par ses suppôts, devient, en 2010, président du Chili.

Toute comparaison est déraison, toute résonance possède sa pertinence. Les parents d'Anne, tout petits enfants, vécurent chacun la guerre cachés dans des villages du centre de la France pour ne pas être raflés. Un de ses grands-pères a rejoint Alger et s'est engagé dans l'armée américaine. Là libératrice, ailleurs complice des tortionnaires – tout peut s'inverser, selon l'époque, selon le côté de l'Atlantique.

Tout a encore changé depuis. L'histoire des évadés demeure, singulière et exemplaire, petit morceau entre deux mondes, précieux fragment de notre humanité.

Introduction

Le coup d'État militaire du 11 septembre 1973 au Chili, la mort tragique du président socialiste Salvador Allende font partie de ces événements terribles de l'histoire contemporaine qui restent fortement ancrés dans la mémoire collective. Les images du palais présidentiel de la Moneda en flammes, les files d'opposants arrêtés et détenus dans le grand stade de Santiago au lendemain du *golpe* ont maintes fois fait le tour du monde. Moins connues sont en revanche les années qui ont suivi le coup d'État : la dictature du général Pinochet a duré dix-sept ans. Dix-sept longues années pendant lesquelles des hommes et des femmes se sont battus sans relâche, et souvent dans l'indifférence générale, contre ce régime ultra-répressif. Et que sait-on de la résistance chilienne, de ses défis à la dictature, de ses échecs et de ses réussites ?

Dès le début, la dictature chercha à anéantir toutes les formes d'opposition et porta des coups sévères aux mouvements de résistance qui s'étaient organisés et armés comme le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Décapités, atomisés, ceux-ci se contentèrent longtemps de survivre plutôt que d'attaquer.

Le Parti communiste chilien se tint, les premières années de la dictature, lui aussi à l'écart de toute forme de lutte armée. Les années 1980 marquèrent cependant un tournant. Après l'assassinat de la troïka qui dirigeait le Parti communiste dans la clandestinité, une femme prit pour la première fois la tête de l'organisation : Gladys Marín, dont le compagnon, et père de ses deux enfants, Jorge Muñoz, arrêté en 1976, faisait partie de la longue liste des « disparus ».

Face à la dictature qui semblait inamovible, à la crise économique, à la paupérisation engendrée par l'ultralibéralisme imposé par Pinochet et ses *Chicago boys*, le choix d'une « politique de rébellion populaire » commença de prendre corps. La direction du Parti décida donc de former militairement certains cadres.

La dictature avait déjà dix ans lorsque, en 1983, les jeunes communistes reçurent l'ordre de créer un organe indépendant, le Frente Patriótico Manuel Rodríguez (FPMR), du nom d'un héros populaire de la guerre d'indépendance. Les actions menées par le Frente – comme on appela très vite ce bras armé – devaient conduire au soulèvement populaire. L'organisation clandestine grandit très rapidement, intégrée par de jeunes gens sans parti politique, dont l'unique idéologie consistait à mettre à bas la dictature. La plupart d'entre eux étaient des enfants de victimes de la dictature. Les actions entreprises furent spectaculaires : en plus des manifestations régulièrement organisées dans les banlieues oubliées de Santiago, les militants du Frente détruisaient sans relâche des pylônes haute tension, des ponts, organisaient des coupures générales d'électricité, des attentats, des enlèvements, voire des braquages pour financer leur cause.

L'année 1986 devait être « l'année décisive » : le Frente avait programmé une importation massive d'armes de tous calibres

en provenance de Cuba et du Nicaragua et minutieusement préparé l'opération qui aurait pu changer le cours de l'histoire : l'assassinat du despote.

Comment la violence engendre-t-elle la violence ? Jusqu'où peut-on aller dans le combat contre un pouvoir, si tortionnaire et assassin soit-il ? Qu'a-t-on à gagner et à perdre dans ce combat inégal pour la liberté ? Autant de questions universelles dont les réponses ne sont pas si simples.

L'attentat du Frente contre le général Pinochet était préparé comme une opération militaire, mais il échoua et l'histoire ne changea pas. Bien au contraire. La répression qui n'avait jamais cessé depuis le coup d'État de 1973 redoubla. Elle sévissait particulièrement dans les grandes villes, notamment à Santiago, la capitale du pays.

Depuis 1980, le régime de Pinochet tentait d'abriter ses crimes sous un masque légal. La nouvelle Constitution adoptée alors, conçue « sur mesure » par le tyran, lui permettait de conserver le pouvoir absolu. Officiellement, la fin de la période d'exception avait été décrétée et une prétendue démocratie était tombée du ciel. Au royaume de la dictature, il n'y avait aucune opposition légale, et pas non plus de prisonniers politiques. Selon le vocabulaire restreint des militaires, il n'existait que deux sortes de sujets : les amis et les ennemis du régime et, dans cette dernière catégorie, n'entraient que les « délinquants politiques » et les « terroristes ».

Pendant toutes les années 1980, les arrestations et les assassinats d'opposants ne cessèrent jamais. Le monde et une grande partie de la société chilienne s'étaient en quelque sorte habitués à la pérennité de la dictature et tout avait lieu dans une indifférence quasi générale. Les prisons du pays étaient surpeuplées, les droits des « terroristes » jamais respectés. Les opposants arrêtés

étaient d'abord systématiquement torturés dans des centres clandestins. Puis, à Santiago, les survivants étaient transférés, soit au centre pénitentiaire de Santiago, une prison qu'on surnommait la « péni », avec les condamnés de droit commun ; soit à la prison publique de Santiago où les militaires amenaient les détenus en attente d'un procès. Les femmes étaient envoyées à la prison des femmes, rue Vicuña Mackenna, établissement administré par les carmélites. Dans la réalité, le régime utilisait ces lieux à sa guise. Et les prisonniers qui avaient réchappé aux tortures ou qui n'avaient pas été exécutés lors de leur arrestation risquaient, dans le meilleur des cas, de croupir dans les geôles chiliennes jusqu'à la fin de leurs jours. La plupart sans avoir été jugés.

Le rêve d'évasion appartient à tous les prisonniers. Certains se l'approprient plus que d'autres. Pour les prisonniers politiques, s'évader représentait non seulement un rêve, mais aussi un devoir. Un militant ne cesse jamais son combat, un homme est libre s'il ne courbe pas l'échine, un prisonnier est digne. Il s'agissait pour eux non seulement de recouvrer la liberté, mais aussi de blesser le régime dictatorial.

Cette intime conviction mena un petit groupe de détenus de la prison de haute sécurité de Santiago à préparer avec acharnement ce qui semblait impossible : une évasion collective. Pendant qu'ils s'affairaient, la situation politique commençait à changer. En octobre 1988, contre toute attente, un référendum obligea Pinochet à renoncer au pouvoir absolu. En décembre 1989, après beaucoup de négociations, Patricio Alwyn, démocrate-chrétien et représentant de la « Concertation ¹ »,

1. *Concertación* : coalition de partis du centre et de la gauche qui regroupe la Démocratie chrétienne (DC), le Parti socialiste (PS), le Parti radical social-

fut élu président. Le lent et mûr projet d'évasion des militants du Frente coïncidait avec la fin officielle de la dictature. Persuadés – toutes les déclarations politiques du nouveau gouvernement allaient dans ce sens – qu'ils ne seraient pas amnistiés, car accusés de « terrorisme », ils décidèrent cependant d'aller jusqu'au bout de leur rêve.

démocrate (PRSD) et le Parti pour la démocratie (PPD), partis qui se sont unis contre Pinochet en 1989 pour la première élection démocratique d'après dictature. La Concertation est restée au pouvoir de 1990 à mars 2010, date à laquelle Sebastián Piñera (Rénovation nationale-Coalition pour le changement, droite) a succédé à Michelle Bachelet (socialiste). C'est la première fois depuis la chute du dictateur que le pays est dirigé par la droite.

CHAPITRE 1

Mai 1986

Centre pénitentiaire de Santiago Sud

Vu du ciel, le centre pénitentiaire de Santiago ressemble à une étoile, à un heptagone cerné par de hauts murs qui s'élèvent à plus de cinq mètres. Construit en 1887, ce vieil édifice de pierre est situé au sud du fleuve Mapocho, dans les faubourgs de la capitale. Il a été conçu pour recevoir trois cent cinquante détenus, et en compte, cent ans plus tard, près de deux mille, dont dix pour cent à peine sont des prisonniers politiques. La plupart des détenus y purgent de très longues peines, ils sont considérés comme « dangereux » par les autorités. Au centre, une construction en rotonde permet d'accéder à chaque aile de la prison.

Après treize ans de dictature, la péni, comme les prisonniers l'appellent, est au bord de l'implosion. Les « terroristes » ou les « délinquants politiques », selon le vocabulaire du régime dictatorial, sont confinés dans l'aile n° 5 et soumis à un régime disciplinaire sévère. Ils n'ont aucun droit, et personne pour les représenter. Ailleurs, dans la plupart des camps de détention de la dictature, les prisonniers politiques ont adopté une tradition indienne selon laquelle les plus âgés, regroupés au sein du « conseil des anciens », décidaient en dernière instance du devenir de la tribu. Dans les prisons, le conseil des anciens

est composé de représentants des différentes organisations politiques, qui se réunissent pour coordonner des actions, des grèves de la faim, afin de protester collectivement et d'établir des relations avec l'administration pénitentiaire. Le régime accepte *de facto* l'existence de cette instance qui lui permet, de son point de vue, de mieux contrôler la vie quotidienne des prisonniers.

Mais, dans cette prison, seuls ont droit de cité les clubs de football et les *carretas*, une cuisine en commun permettant aux prisonniers de préparer leur tambouille pour échapper à l'immonde nourriture de l'institution. Dans ces conditions, l'affrontement entre les politiques et la gendarmerie¹ est permanent. L'administration évite soigneusement toute forme de dialogue et ne réagit qu'à coup de brimades et de répression. Pour les militants aguerris du Frente, la situation n'est pas inédite. Le dur combat mené contre la dictature se poursuit à l'intérieur comme à l'extérieur des murs de la prison. La violence des conditions d'incarcération n'a en rien entamé leur esprit de lutte, intact.

Manuel Fuenzalida est détenu depuis cinq mois à la pénit. D'un caractère affable, cet homme souriant et tranquille laisse à peine entrevoir sa détermination farouche et sa grande vivacité intellectuelle et manuelle. Il a vingt-six ans et milite au Frente depuis sa création. En trois ans, il a vu tomber beaucoup de ses camarades, parmi lesquels son propre frère. C'est un des durs du Frente et, comme tel, il ne rêve que de revenir au combat. Depuis des semaines, à chaque promenade, il s'isole, n'osant pas partager avec ses camarades de détention l'idée fixe qui s'est imprimée dans son cerveau.

1. Le corps national de la gendarmerie gère tous les gardiens de prison, qu'on appelle donc les gendarmes, ainsi que le bataillon de répression antimutinerie créé par Pinochet.

Aussi, lorsque ce jour-là il reconnaît l'homme qui pénètre dans la cour de la prison, son cœur se met à battre un peu plus rapidement et une lueur d'espoir éclaire furtivement ses yeux tristes. Si cet homme, petit, brun, râblé, qui jure sans retenue à l'autre bout de la cour est bien Miguel Montecinos, il a enfin retrouvé un compagnon à qui parler. Miguel était son chef à Concepción, sa ville natale. Un type pas facile à vivre, mais doté d'une véritable âme de meneur, et qui avait dirigé avec brio toutes les actions armées de la région, au tout début du Frente. Miguel, chef autodidacte qui s'était même offert le luxe d'être éjecté des Jeunesses communistes avant d'y être réintégré !

L'heure de la promenade touche à sa fin. Les deux hommes n'ont pu encore se parler, mais leurs regards se sont croisés et ils se sont reconnus. Manuel sait désormais qu'il y a quelqu'un dans cette fichue prison à qui se confier. Cela fait des siècles, lui semble-t-il, qu'il n'a pas ressenti ce genre de connivence avec quelqu'un.

Car tout le monde parle de la promiscuité en prison, mais qui sait le silence ? La méfiance ? L'isolement ? Ces compagnons à qui on a du mal à faire confiance car, tous ayant été torturés, on ne sait lequel d'entre eux a été retourné ?

Miguel et Manuel se connaissent depuis longtemps déjà. Leur première rencontre date des JC. À Concepción, Miguel appartenait au groupe de l'université. Pas qu'il soit d'un milieu bourgeois. Bien au contraire. Ce petit dernier d'une famille sans le sou de quatorze enfants avait réussi à étudier à la force du poignet et surtout grâce à la volonté de ses frères et sœurs aînés, qui souhaitaient pour lui une vie moins pourrie que la leur ! Un vrai miracle dans le Chili d'alors. Son père gardien de nuit et sa mère femme de ménage, ne pouvant joindre les deux bouts,

laissaient forcément travailler leurs quatorze enfants ; les deux aînés à la mine, les autres où ils pouvaient. À quatre ans, Miguel avait vendu des cigarettes et des bonbons dans la rue et il n'était pas près de l'oublier.

Manuel, lui faisait partie du groupe ouvrier de la JC. Il n'avait pas longtemps été à l'école et travaillait dans un atelier. Menuisier, comme son père, communiste, comme tous les membres de la famille. Il avait commencé à militer à quatorze ans, le jour même du coup d'État, le 11 septembre 1973. L'image de leur voisine pleurant, « ils ont tué notre président, on en prend pour vingt ans », lui revenait souvent à l'esprit. La lutte armée s'était imposée peu à peu, naturellement. Le simple fait d'être jeunes et modestes suffisait à faire d'eux des suspects dans ces années-là. Manuel et ses compagnons pensaient alors qu'il s'agissait de sacrifier deux ou trois années de leur jeunesse avant de commencer enfin les études dont chacun rêvait.

Manuel respectait Miguel. L'homme avait prouvé, en combattant et sous la torture, qu'on pouvait lui faire confiance. Les premiers coups effectués à l'aveugle avec de vieux fusils enrayés marquent les hommes et fondent les amitiés. Ils avaient ensuite fait, chacun de leur côté, leur chemin dans l'organisation. De Concepción, ils étaient montés à Santiago, la capitale. Miguel avait vite pris part à la direction centrale. Manuel était devenu « spécialiste ès caches et camouflages » ; d'ébéniste, il était devenu inventeur, planquant armes, argent, messages dans les lieux les plus improbables.

En dépit de leur émotion, immense, leurs retrouvailles devaient être discrètes. En prison, l'ennemi est toujours tapi quelque part et observe. Ils ne purent se parler que le lendemain.

– Putain merde, c'est toi ! T'es tombé quand ?